

« *Ce n'est pas vrai qu'en matière de langue et de culture, le bonheur des uns fait nécessairement le malheur des autres* » (Lucien Bouchard, 25 février 1996).

La situation des Anglo-Montréalais est préoccupante pour tous ceux qui croient que ces derniers ont un rôle à jouer dans l'évolution de la métropole. N'étant pas Anglo-Montréalais moi-même, mais plutôt anglophone de Québec, je crois être en mesure d'apporter au présent débat un certain recul, à défaut d'un vécu quotidien d'un Montréalais.

Sans vouloir mettre une région contre une autre, ce qui serait néfaste, il faut reconnaître que chaque région du Québec et ses habitants ont des caractéristiques qui leur sont propres. Un anglophone qui habite l'île de Montréal aura une perspective qui sera forcément différente de celle d'un anglophone qui provient des Cantons de l'Est ou de la Gaspésie. La première chose à remarquer est le fait que le poids démographique de ces derniers n'a aucune commune mesure avec celui des Anglo-Montréalais. À cet égard, les anglophones de l'extérieur de l'île de Montréal ont toujours prétendu que la Loi 101 fut adoptée pour régler un problème spécifique à Montréal. En d'autres termes, l'intégration des anglophones à la communauté francophone partout au Québec se faisait presque spontanément, puisqu'ils n'avaient pas de choix au plan démographique, sauf à Montréal, où les anglophones constituaient une force démographique et économique relativement puissante, d'autant plus que s'y greffait la population néo-québécoise, dont une bonne proportion s'alignait stratégiquement avec les anglophones, pour des raisons de *self-interest*. Ailleurs qu'à Montréal, il aurait été difficile de concevoir cet échange impromptu survenu entre le Premier ministre et ce Montréalais anglophone dans une librairie de la métropole. De la même façon, le débat qui fait rage présentement sur la partition du Québec advenant l'indépendance, est un débat essentiellement montréalais.

Donc, j'estime que le Premier ministre avait tout à fait raison de s'asseoir récemment avec quelques leaders de la communauté anglophone de Montréal et de leur parler dans leur langue. Je crois qu'il existe effectivement un profond malaise chez les anglophones de Montréal. Cela s'explique pour des raisons autrement plus profondes que les seules séquelles du référendum du 30 octobre.

La rédaction de ce texte coïncidait avec la lecture du livre fascinant de Francis Fukuyama, *The End of History*, dont une bonne partie est consacrée à la notion de reconnaissance ou *recognition*, symbole de la problématique que je décris.

Il faut se rappeler que ce sont les ancêtres de ces gens qui ont bâti le Canada, tel que nous le connaissons, tout au moins au plan commercial. Au 19^e siècle, Toronto n'était qu'un ~~bled~~ à côté de Montréal, centre de la haute finance et de transport maritime et ferroviaire. La richesse que tous ces développements économiques ont provoquée a permis à la communauté anglophone de Montréal d'établir ses institutions de haut savoir, essentiellement l'Université McGill et ses hôpitaux universitaires, dont le rôle de pionnier dans la création d'institutions similaires au Canada anglais est souvent méconnu. À titre d'exemple, l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université de Victoria furent au départ des constituantes de McGill. C'est donc une institution dont les Montréalais de souche anglo-saxonne sont très fiers.

La Faculté de médecine de McGill a traditionnellement formé des médecins pour l'ensemble du pays et même des États-Unis. Dernièrement, pour des raisons qui sont complexes et qui concernent le gouvernement de l'Ontario autant que celui du Québec, il fut décidé de ne plus permettre à des étudiants en médecine de l'extérieur du Québec de fréquenter nos facultés de médecine sur une base autonome. Dans les faits, cette décision n'affectait que McGill et provoquait un tollé. Des appels au ministre Rochon, ancien doyen de médecine lui-même, auraient permis de trouver un compromis qui permettrait de revenir largement au *statu quo ante*. Le malheur de cet incident est que, aussi bien intentionnés que furent les fonctionnaires qui ont pris la décision, le message reçu à Montréal et au Canada anglais fut doublement négatif pour l'image du Québec. En premier lieu, McGill ne serait désormais plus une université accessible à tous les Canadiens et, encore une fois, c'est une institution anglophone que le gouvernement du Québec défavoriserait.

Et j'ai peine à comprendre ces commentateurs qui déplorent la fréquentation des universités québécoises (lire universités anglophones, lire McGill) par les étudiants des autres provinces, prétextant que cela coûte de l'argent aux contribuables québécois. La réponse à cette argumentation, si l'on accepte pour un seul moment que c'est la seule et unique raison pour laquelle ces gens viennent faire leurs études universitaires à Montréal, serait de hausser nos frais d'inscription jusqu'à la moyenne canadienne. L'apport de ces jeunes, ainsi que celui des francophones, à la vie étudiante d'un établissement comme McGill et à la vie quotidienne d'une ville comme Montréal est sûrement à l'avantage de tous, de la même façon que l'apport des étudiants anglophones inscrits à la Faculté de Droit de Laval dans les années 1960 fut perçu positivement par la communauté universitaire de la Capitale.

Ces deux exemples relativement anodins donnent un aperçu de l'énorme difficulté à résoudre la double problématique anglo-montréalaise et montréalaise, à cause de l'imbrication de tant d'éléments disparates. Montréal, est-elle seulement une région du Québec ? Sinon, quelle est sa place par rapport au reste de la province,

du pays, du continent, du globe ? Et quel sera le rôle de chacune de ses composantes linguistiques en conséquence ?

Tout effort de répondre à ce genre de questions implique nécessairement l'ensemble de la population de l'île de Montréal. Les intervenants externes dont Québec et Ottawa ont certes un rôle à jouer dans la définition de l'avenir de Montréal, mais au fond Montréal sera ce que les Montréalais veulent bien qu'il devienne, comme la décision sur Dorval/Mirabel vient de le démontrer. Or, à partir du moment où l'on convient de la nécessité d'associer tous les Montréalais à la définition du rôle que l'on voudrait bien donner à leur ville, il faut faire appel aux constituantes anglophones, italophones, juifs, grecques et bien sûr francophones, car chacune d'elles a quelque chose à apporter au débat qui se doit d'être positif, donc non divisif.

Le grand défi qui se pose alors est de trouver les façons susceptibles d'amener les Anglo-Montréalais à participer au grand débat sur l'avenir de Montréal. Car Monsieur Bouchard reconnaît que c'est par la métropole qu'il faut passer pour trouver la planche de salut du Québec et des Québécois. Il sait également que sans projet rassembleur, il risque d'avoir des absents. Ce projet ne peut par définition être partisan, au contraire. Il peut être économique, social, culturel, mais il se doit d'être apolitique au sens partisan ou idéologique. Comment donc faire abstraction du passé politique récent ? Comment faire en sorte qu'Ottawa se taise ou, a tout le moins, soit respectueux des voix des autres ? Comment réconcilier indépendantistes et fédéralistes, lorsqu'on sait qu'il y aura un autre débat référendaire dans un prévisible avenir ?

Il n'y a pas de réponses faciles à ces questionnements, d'autant plus que le climat de confiance nécessaire pour bâtir le Montréal de demain prendra du temps à s'instaurer chez les uns et chez les autres. Pour ce faire, il faudra commencer par reconnaître, plutôt que d'ignorer ou de critiquer, le rôle des anglophones dans le développement et le rayonnement de Montréal. Car, tout peuple, aussi puissant qu'il puisse être, a constamment besoin de reconnaissance. Cela devient encore plus nécessaire lorsqu'une personne qui jadis fut toute puissante, ne l'est plus. Cette reconnaissance devrait être possible, dans la mesure où l'anglophone aura du respect pour son vis-à-vis francophone, respect qui commence par la capacité et la volonté de s'exprimer dans la langue de ce dernier.

Cette notion de reconnaissance ne veut pas dire qu'un anglophone se reconnaîtra lorsqu'on dira que les Québécois constituent un peuple, car il sait que ce n'est pas à lui qu'on applique cette étiquette en premier. En revanche, elle veut dire que l'anglophone ne se sentira pas exclu, ne sera pas considéré comme ne faisant pas partie de la société québécoise. Car la grande majorité des anglophones, dont l'auteur de ce texte, n'ont pas d'autre pays ! D'ailleurs, Keith Spicer a reconnu

cette réalité, il y a plusieurs années, lorsqu'il a dit méchamment que les résidents de Westmount étaient des *White Rhodesians*.

Il faut convenir que le problème identitaire auquel sont confrontés les anglophones du Québec est un peu de leur faute dans la mesure où traditionnellement ils s'identifiaient au Canada anglais, en anglais ! Mais les Québécois francophones ont joué leur part dans ce psychodrame, à partir du moment où ils ne s'identifiaient plus comme Canadiens français mais bien comme Québécois. Il n'y a pas de mal à vouloir renforcer une identité linguistique par une identité territoriale, à la condition d'accepter l'existence et l'apport d'autres peuples qui s'y trouvent déjà. L'ouverture au monde le requiert, de la même façon qu'elle requiert l'apprentissage de la langue de l'autre et des autres. Comment effectivement inculquer chez nos jeunes francophones cet appétit pour une seconde et une troisième langue, créer à même la confiance qu'ils ont en leur propre langue ? C'est peut-être la question existentielle qui se pose à nos leaders québécois et montréalais. Car la réponse à cette question, si elle existe, donnera lieu, j'en suis persuadé, à un enchaînement de décisions, d'actions, de gestes prometteurs pour la collectivité dans son ensemble.

Nous savons que les mythes peuvent avoir une vie longue, justement parce qu'ils n'étaient pas au départ des mythes nécessairement, mais bien des vérités ! Pensons aux fameux *deux solitudes*, titre du livre vieux d'un demi-siècle de Hugh McLennan. L'auteur, originaire de la Nouvelle-Écosse, était à même d'observer sans parti pris le train de vie de deux communautés linguistiques partageant un même espace physique, mais bien peu d'autres choses. Cinquante ans plus tard, le contexte décrit par McLennan a certes évolué pour le meilleur au plan des relations interculturelles, mais a donné lieu également à un exode d'anglophones incapables de s'accommoder de la montée d'une nouvelle classe économique francophone à Montréal, appuyée en cela par l'État. Aujourd'hui, ces gens dont bon nombre se trouvent à Toronto reconnaîtront volontiers, avec regret même, n'avoir jamais maîtrisé la langue française. Ceux parmi leurs collègues et amis qui sont restés à Montréal sont autrement plus à l'aise qu'ils maîtrisent la langue de Molière et sont mieux intégrés à la nouvelle réalité québécoise. Sont-ils pour autant mieux acceptés que ne l'étaient les anglophones qui ont quitté Montréal ?

Je ne suis pas de ceux qui croient que quelqu'un qui fait l'effort de réparer des torts commis envers l'autre au fil des ans, a le droit de s'attendre à ce que ce dernier lui soit reconnaissant. En revanche, pour combien de temps encore faudrait-il revivre la bataille des Plaines d'Abraham ? Tout peuple, aussi résistant et fier qu'il puisse être, finira par comprendre qu'il n'est pas apprécié à sa juste valeur et décidera de s'en aller. La variante radicale de ce phénomène consiste à vouloir continuer à faire partie d'un pays dont on vient de décider le démembrement.

Le premier exode des anglophones dans les années 1970 a indéniablement contribué au lent mais certain déclin économique de Montréal¹. Un second exode de ce type aurait un impact dévastateur sur la santé financière, autrement plus fragile, de Montréal des années 1990. De même, tout effort de rompre le contrat social qui existe entre le Gouvernement et la communauté anglophone évoquerait des parallèles historiques tels que la révocation de l'édit de Nantes.

Il faut évacuer le débat linguistique en tant que tel du débat plus large sur l'avenir de Montréal; autrement toute recherche de solution est condamnée à l'avance. Car l'avenir de la métropole appelle des solutions à court terme, c'est-à-dire pragmatique, si nous voulons qu'elle continue à croître au plan socio-économique. On dit que les comparaisons sont odieuses; malgré cela, je suis porté à croire que le débat linguistique au Québec est aussi divisif que ne l'est le débat constitutionnel à la grandeur du pays. Ni l'un ni l'autre n'est susceptible de trouver des solutions durables à court ou à moyen terme. Pour employer l'expression anglaise : « *we shall just have to agree to disagree* ».

C'est justement pourquoi il faudra que le Premier ministre continue à multiplier les rencontres avec les leaders de la communauté anglophone de Montréal, notamment ceux en provenance des milieux d'affaires, à cause des liens qu'ils ont avec le monde financier canadien et international. Il faut rendre Montréal attrayant comme ville pour investir et pour vivre. Oh ! combien plus convaincant est un témoignage d'un anglophone bien enraciné qu'un « speech » ou un dépliant gouvernemental. Mais il faut faire attention de ne pas vouloir s'en servir à des fins autres que celles convenues au départ, ou de toujours avoir recours aux mêmes! En d'autres termes, il faut que le tout soit le plus désintéressé possible et que le bassin des interlocuteurs soit élargi, d'où l'importance de multiplier ces rencontres. Présentement, monsieur Bouchard jouit d'une stature et d'une crédibilité aptes à rendre possible le rapprochement tant souhaité. Car si le Québec ne peut survivre économiquement sans la métropole, Montréal ne peut se développer pleinement sans tenir compte des anglophones.

Le phénomène d'être une minorité dans une minorité n'est pas perçu comme tel par la communauté francophone du Québec, puisque cette dernière considère que tout peuple faisant partie intégrale d'une mer anglophone de plus de 250 M personnes n'a pas de soucis à se faire quant à son avenir en Amérique du nord. C'est vrai si quelqu'un faisant partie de ce groupe d'anglophones n'avait pas

1

Il faut préciser que la notion de *déclin* est bien relative, car Montréal en termes démographiques et économiques continue à croître, contrairement à quelques villes traditionnelles du nord-est des États-Unis. C'est que son expansion est moins rapide que celle de Toronto ou de Vancouver. Montréal possède néanmoins au moins trois secteurs d'activité économique reconnus mondialement, l'aérospatial, la pharmaceutique, l'informatique, alliés à quatre grandes universités, ce dont aucune autre ville au pays ne peut se vanter.

d'attaches au Québec et serait prêt à déménager dès demain. Mais dans la mesure où cette personne est décidée à rester au Québec avec sa famille, elle a besoin, encore plus que le Québécois francophone, de se faire reconnaître. Il devrait avoir d'autant plus d'acceptation de la minorité anglophone par la majorité francophone que la reconnaissance que celle-là cherche est au fond *collective* ou *institutionnelle* plutôt qu'*individuelle*, rejoignant ainsi une des préoccupations historiques des francophones.

À la décharge du Montréalais francophone, son concitoyen anglophone n'est que partiellement enraciné au Québec d'aujourd'hui. Traditionnellement, ce dernier gagnait sa vie dans le secteur privé, était donc le plus souvent tourné vers l'extérieur. Avec l'avènement de la Révolution tranquille et la création de plusieurs leviers économiques par l'État québécois, l'Anglo-Montréalais voyait ses horizons se rétrécir peu à peu, sans toujours s'en rendre compte. Les rares anglophones qui désiraient offrir leurs services à l'État se tournaient instinctivement vers le fédéral, pour des raisons de langue et de culture, presque jamais vers le *provincial*. De plus, ou bien la Capitale ou bien le Montréalais anglophone se trouvait au mauvais endroit !

Personne n'aime se faire manipuler ou utiliser comme un pion dans un jeu d'échecs. Mais, c'est un peu ce qui est arrivé dans le dossier des droits des groupes minoritaires au Canada où, malgré le fait que leur situation respective n'était pas du tout comparable, pour des raisons historiques, géographiques, et démographiques, on insistait au fédéral pour traiter la minorité francophone au Canada et la minorité anglophone au Québec sur un même pied. À Québec, chaque fois qu'un groupe quelconque accusait le Gouvernement de faire preuve de discrimination envers les anglophones, on rétorquait que ces derniers étaient mieux traités que les francophones canadiens, qu'ils étaient même la minorité la mieux traitée au monde ! Tout cela, convenons-nous, fut profondément insultant pour les anglophones qui ne cherchaient que le respect de leurs concitoyens francophones plutôt qu'une sorte de *benign neglect*.

Souvent, il ne faut pas grand chose pour assurer un tel respect. La Loi 101, malgré tout ce qu'on aurait pu entendre de mal sur elle, comporte des éléments novateurs, géniaux même. Je pense à cette clause qui encourage les anglophones à envoyer leurs enfants à l'école française, tout en accordant le droit à de futures générations d'inscrire leurs enfants à l'école anglaise, si elles le désirent. À ce chapitre, les anglophones ont plus de choix que les francophones.

Ce texte est dans un sens inachevé, et le restera ainsi, puisque je n'ai pas cherché en amorçant cette réflexion à trouver des solutions concrètes à la problématique

y décrite. Au fond, je voulais avant tout décrire une réalité telle que je la voyais, espérant que ceux qui se seront donnés le mandat de proposer des remèdes, et qui partageront mon diagnostic, sauront s'inspirer quelque peu de ce modeste effort.

Comme beaucoup de mes concitoyens de langue anglaise, ma famille a pu développer au fil des ans de profondes racines en sol québécois. Tous nos points de repère ont leur commencement et leur fin ici. C'est à peine exagéré de dire que pour nous c'est le plus beau pays au monde. Mon souci est de pouvoir léguer tout ce qu'il représente de bien, d'attirant, de positif à mes enfants, assurant de la sorte à notre arbre généalogique une poursuite de croissance toujours aussi riche et fructueuse en cette terre.

Le 5 mars 1996